

ÉVÉNEMENT

Le MR est de nouveau en crise existentielle

Les relations avec la N-VA crispent les réformateurs. Le FDF se démarque de la stratégie de Charles Michel. Jusqu'à la rupture?

ANALYSE

Alain Narinx

Le Mouvement réformateur (MR) tangue à nouveau. Ballotté par des vents électoraux contraires, le parti avait déjà traversé des mers agitées en 2009 et 2010. Le conflit s'était alors cristallisé sur la personne de Didier Reynders. L'élection de Charles Michel, au début de cette année, devait ramener la sérénité. C'est loupé. Aujourd'hui, le MR navigue encore en eaux troubles. L'enjeu? La place du FDF, une des composantes du parti. Et à travers elle, c'est l'existence même de l'attelage entre les libéraux «pur souche» et les troupes amarantes d'Olivier Maingain qui est remise en question. La fin de cette alliance de vingt ans aurait des conséquences énormes dans le paysage politique francophone.

À l'origine de la bisbille, l'attitude de Charles Michel vis-à-vis de la N-VA. Le président du MR s'est accordé avec Bart De Wever pour que les deux partis votent, au Parlement, une loi durcissant les conditions du regroupement familial. Au moment du vote à la Chambre déjà, Olivier Maingain s'était abstenu. Dans une interview au *Soir*, le président du FDF a durement attaqué le parti nationaliste flamand... et par ricochet la stratégie de Charles Michel. La N-VA? «Une menace pour la démocratie, la somme de tous les conservatismes et de tous les égoïsmes», a tonné Maingain. Et d'ajouter: «le MR ferait fausse



Charles Michel passe son premier test d'envergure à la présidence du MR.

© Photonews

route s'il laissait apparaître que la N-VA peut être un allié. Malaise au sein du MR.

BOYCOTT

Lundi matin, le FDF a ostensiblement boycotté le bureau du MR. Celui-ci, uniquement composé des libéraux donc, a soutenu Charles Michel et confirmé sa ligne politique: aucune exclusive ne sera lancée à l'encontre de la N-VA. Au passage, on épinglera le virage à 180 degrés opéré par

Charles Michel en quelques mois. En janvier, dans sa première interview en tant que président du MR, il disait ceci, à *La Libre*: «Il faut cesser d'être l'otage de la N-VA. Je plaide de manière radicale, nette et précise pour une négociation sur une réforme de l'État. Mais il faut la réaliser avec les libéraux et sans la N-VA». Aujourd'hui, l'heure n'est plus au rejet de la N-VA, même si les rapprochements ne concernent pas les dossiers communautaires.

Dans le camp Michel, on souligne du reste que tous les partis parlent avec la N-VA et que le parti a tout intérêt à faire entendre une voix claire — lisez, différente du PS — sur le terrain socio-économique.

Hier, le FDF, réuni de son côté, s'est rangé derrière Olivier Maingain. «Nous refusons des alliances privilégiées avec la N-VA. Nous n'avons pas encore vu le certificat de bonne vie et mœurs démocratiques de la N-VA», souligne Didier Gosuin, un des hommes forts

du FDF. Soulignons: l'opposition du FDF porte aussi sur le programme socio-économique des nationalistes flamands. «Aux antipodes du nôtre», martèle Gosuin. Au moment même où Charles Michel, lui, cherche à profiler son MR plus nettement à droite. Ce qui ne plaît guère au FDF.

APAISEMENT

Entre libéraux et FDF, on n'est donc plus sur la même longueur d'ondes. De part et d'autre, on re-

Un partenaire turbulent pour le PRL

↳ Lorsqu'il entre en 1992 dans le giron du MR, le Front démocratique des francophones (FDF) représente une force politique déjà bien établie. Fondé en 1964 en réaction à l'établissement de la frontière linguistique, le parti réalise une importante percée électorale de 1968, dans la foulée de l'affaire de Louvain, où il obtient 4,5 % des suffrages. De 1977 à 1980, le FDF participe à deux gouvernements fédéraux dirigés par Leo Tindemans et Wilfried Martens. Dirigé par Antoinette Spaak, le FDF compte parmi les signataires du Pacte d'Egmont, qui représente jusqu'à ce jour l'effort le plus global de réformes institutionnelles. Mais torpillé par l'arrière-ban de la Volksunie, l'accord fera long feu et emportera au passage le gouvernement Tindemans. L'introduction de nouvelles règles de financement des partis, qui exigent une présence au Sénat, pousse le FDF à sceller en 1992 une alliance avec le PRL. Ne disposant que d'un seul siège au Sénat, le FDF n'était pas sûr de pouvoir le conserver. En 2002 s'ajoute

encore l'exigence d'atteindre le seuil de 5 % des suffrages, rendant d'autant plus indispensable le cartel formé avec les libéraux. Celui-ci doit composer avec des hauts et des bas, comme en témoigne l'accord de Lambertmont. Bien que partie prenante de la majorité au fédéral, le FDF est contrarié. Olivier Maingain, son président depuis 1995, qui n'a pas directement négocié ces accords, s'insurge contre le volet qui a trait à la régionalisation de la loi communale et provinciale. Les députés FDF s'abstiennent lors du vote. La stratégie se révèle payante puisqu'aux élections fédérales de 2007, Maingain culmine dans l'arrondissement de BHV avec 45.000 voix de préférence. En 2010, il fait encore mieux avec 63.000 voix. Entre-temps, le parti change son nom en «Fédéralistes démocrates francophones». Le FDF concrétise également — au grand déplaisir de l'allié libéral — ses ambitions en Wallonie. Le 30 avril 2011 a lieu à Namur la première assemblée générale des militants FDF en Wallonie. Ils sont à peine une centaine... ■ J.-P. B.

fuse toutefois de parler de «rupture». On veut le «dialogue» et «être unis». On appelle au calme. Et à des «clarifications». Elles seront nécessaires.

Car la polémique sur la N-VA témoigne d'un malaise plus profond au sein de la «famille» libérale. Elle porte sur le positionnement socio-économique du parti, sur sa capacité (ou non) à accepter un compromis dans un dossier tel que BHV, sur la place électorale du FDF (qui vient de s'implanter en Wallonie)...

Pour Charles Michel, cette crise interne est le premier grand test de sa présidence. Il ne peut se permettre de fragiliser son autorité. Mais une dispute avec le FDF est électoralement dangereuse.

On termine par la réaction de Bart De Wever: «Les frustrations d'Olivier Maingain ne m'intéressent pas. Il y a des médicaments qui peuvent l'aider, mais je ne suis pas médecin. Si le FDF ne veut pas aller en mer avec nous, il n'a qu'à attendre au bord de l'eau». Et vogue la galère... ■

Si les deux partis jouaient en solo...

FDF sans MR: un pari très osé juste avant les Communales

Quand il a formé une fédération avec le MR, le FDF signait notamment une assurance-vie: la garantie d'un accès au financement public des partis. Cet accès a été assoupli en 2004, pour sauver... la N-VA qui n'avait plus qu'un seul député. Désormais, les caisses du FDF n'ont plus besoin du MR pour vivre.

Politiquement, est-ce la même chose? Les élections communales de 2000 et 2006 ont montré que le FDF sous-performait quand il se présentait en solo. Mais, depuis lors, les crises de 2007 et 2010 ont remis le communautaire au sommet de l'agenda politique. «Le contexte n'est donc pas mauvais pour le FDF, analyse le politologue Pascal Delwit (ULB). Mais les Communales, c'est le scrutin le plus important pour ce parti. Il y aurait donc quand même un péril à se lancer.»

Pour l'instant, le FDF est au pouvoir dans 12 des 19 communes bruxelloises et aucun de ses quatre bourgmestres ne devrait avoir peur d'y aller seul.

En cas de scission, les Fédéra-

listes Démocrates Francophones ont plus de chances que les Libéraux d'être sollicités par un ou plusieurs partis de l'Olivier. Pour une question de proximité entre les différents projets de ville. «Un des moteurs de la Fédération était de se rendre incontournable à la Région Bruxelles-capitale, rappelle Delwit. Cet élément s'est évaporé dans le temps. Les perspectives d'un retour au pouvoir à la Région seraient peut-être plus simples en jouant en solo. Et la question peut se poser aussi à la Communauté française.»

En Wallonie, la situation est beaucoup plus floue. Impossible de dire si le FDF, seul, pourrait présenter des listes et décrocher des sièges aux communales. «La rhétorique plus à droite de Charles Michel peut dégager une marge, estime Delwit. Le FDF pourrait capter des électeurs laïques, qui ne voteront jamais cdH et trouvent le MR un peu trop à droite.» Parallèlement, la crise politique peut aussi inciter des Wallons à soutenir un parti spécifiquement dédié au combat institutionnel. ■

C.D.C.

MR sans FDF: le rêve d'être le premier parti s'envole

Au fil des ans, le FDF est parfois devenu autant un problème qu'un atout pour le MR. Un partenaire encombrant, dont la seule présence laisse planer un doute sur la capacité des réformateurs à conclure un accord institutionnel. Et ce doute fournit un magnifique prétexte à ceux qui veulent laisser le MR sur la touche.

«Je ne pense pas que Charles Michel veuille éjecter le FDF mais il veut le mettre au pied du mur, analyse le politologue Pascal Delwit. Il sait qu'il doit régler BHV en interne pour exister pleinement dans le débat. Il parie sur le fait qu'Olivier Maingain n'osera pas prendre le risque d'un départ. C'est jouable mais ça peut casser.» Le pari vise aussi à s'imposer comme le leader de son parti, ce qui n'est pas évident face à l'omniprésent Didier Reynders.

Une rupture avec le FDF serait toutefois très douloureuse pour les réformateurs. À court terme, tout espoir de devenir le premier parti francophone s'envolerait. À moyen

terme toutefois, la rhétorique plus droitiste peut s'avérer payante, tant ce pan du paysage politique est laissé en friche.

Le problème se pose évidemment avec une acuité particulière à Bruxelles. «Depuis la disparition de Jacques Simonet, les réformateurs n'ont plus de figure qui fasse l'unanimité, de figure qui puisse mobiliser autour d'un projet de synthèse», dit Delwit. Le MR pâtit en outre d'une faible ouverture vers les populations issues de l'immigration. À l'inverse, le FDF, plus en phase avec l'évolution de Bruxelles, est depuis longtemps attentif à la présence de Belges d'origine étrangère parmi ses candidats. En cas de listes distinctes, la différence sautera aux yeux.

«Nous avons en fait le cas très particulier d'un parti composé de plusieurs partis, conclut Delwit. Le MR n'est pas vraiment un parti, mais le PRL n'existe plus tandis que le FDF, et dans une moindre mesure le MCC, continuent à avoir leur vive propre. C'est difficilement gérable.» ■

C.D.C.

Les fortes têtes du FDF

ZOOM

Les Fédéralistes démocrates francophones (FDF) ne se limitent pas à Olivier Maingain, le président du parti. Derrière cette personnalité s'en cachent d'autres. Tantôt tout aussi fortes, tantôt plus discrètes. Passage en revue.

Damien Thiéry (1). Toujours sous les feux de l'actualité en raison de sa non-nomination au poste de bourgmestre de Linkebeek, lui et ses collègues de Crain-



© Photonews

Le FDF est aussi bien ancré dans la capitale. Avec des personnalités tout aussi connues, telles que **Didier Gosuin (photo 3)** et **Bernard Clerfayt (photo 2)**.

Le premier est président du groupe MR au Parlement bruxellois mais également bourgmestre de la commune d'Auderghem (et ce, depuis 16 ans). L'homme a le sens de la formule et est donc un «bon client» pour les médias. Pendant longtemps, de 1989 à 2004, il a été au gouvernement bruxellois. Au début comme secrétaire d'État, ensuite en tant que ministre. Ensuite, est venue la cure d'opposition. Un rôle qui a nécessité un temps d'adaptation après des si longues années au sein de l'exécutif.

Le deuxième est le numéro deux du mouvement puisqu'il occupe le poste de vice-président. Il a aussi un rôle fédéral. Il est secrétaire d'État adjoint au ministre à



© Photonews

hem, **Véronique Caprasse et Arnold d'Oreye de Lantremange** font figure de représentants des droits des francophones de la périphérie. À eux trois, ils incarnent la lutte du FDF pour le respect et le maintien des facilités.

la modernisation du Service public fédéral Finances. Mais il est également actif d'un point de vue communal puisqu'il est bourgmestre de la commune de Schaerbeek. Très populaire, il a été élu homme politique bruxellois de l'année.

À côté de ces têtes connues depuis longtemps, il y en a aussi des nouvelles. Parmi elles, celle d'**Emmanuel De Bock**, député bruxellois. Ce jeune politique est un homme de chiffres et d'analyse et semble promis à un bel avenir.

En dehors de la capitale et de la périphérie, c'est-à-dire en Wallonie, aucune personnalité ne s'est encore imposée.

Mais le mouvement est en



© Photonews

marche depuis que le FDF a décidé d'y implanter des sections provinciales et locales. ■

A.S.